

Notice individuelle - Curriculum Vitae

Discipline : 02- Droit Public

Nom patronymique : SABETE-GHOBRIAL

Prénom : Wagdi

Nom d'usage : Sabète.



Formations universitaires antérieures et parallèles aux études doctorales :

- *DEA Droit Public (mention Bien)*
- *DEA Droit Privé (mention Bien)*
- *Etudes philosophiques- auditeur libre.*

I. Titres universitaires

A. Tires nationaux

1. 1994-Doctorat en droit public de l'université Bordeaux IV Montesquieu, « *De l'obligation de la reconnaissance constitutionnelle des droits fondamentaux - A la recherche d'un fondement de l'obligation pour le pouvoir de révision* » (505pages) soutenue le 21 décembre 1994 à la faculté de droit- université Montesquieu Bordeaux IV, sous la direction du professeur Jean du Bois de Gaudusson, professeur de droit public à la faculté de droit, avec la participation des professeurs Henri Labayle- Directeur de l'UFR de Bayonne, Henry Roussillon- doyen de la Faculté de droit de Toulouse I, et Jean-Marc Trigeaud, professeur de philosophie du Droit à faculté de droit de Bordeaux IV comme membres du jury, mention : *Très honorable avec les félicitations du jury*. La thèse est publiée sous le titre : *Pouvoir de révision constitutionnelle et droits fondamentaux - Etude des fondements épistémologiques, constitutionnels et européens de la limite matérielle du pouvoir de révision*, Presses Universitaires de Rennes, coll. *L'univers des normes*, 2005, (333 pages).

2. 1997- Habilitation à Diriger des Recherches- Université Montesquieu - Bordeaux IV, soutenus le 3 novembre 1997 à la faculté de droit-Université Montesquieu Bordeaux IV, sur l'ensemble des travaux publiés à la date de la soutenance.

Fonction actuelle : Maître de Conférences en droit public

Etablissement d'affectation : Faculté de Droit et de Science Politique – Université de La Rochelle.

B. Titre étranger.

Doctorat d'Etat en droit- université du Caire, Egypte, sous la direction des professeurs Jean Lamarque et Yehia El GAMAL. Thèse intitulée « *Les pouvoirs exceptionnels du présidents de la République selon les constitutions égyptienne et française face au contrôle du juge administratif* », soutenue à l'université du Caire en 1987, mention maximum : *Très Bien et l'échange de la thèse aux autres universités*. Thèse publiée en arabe, soutenance en arabe et en français.

II. Activités et réalisations

A. Déroulement de carrière et activités professionnelles en France

1991 : Stagiaire à l'institut international des droits de l'homme « René Cassin »- Strasbourg, session portant sur le *système européen de protection des droits de l'homme* suivi d'un stage à l'UNESCO- Paris, portant sur les *droits culturels des peuples en droit international public*.

1991- 1992 : Boursier du Gouvernement italien à l'Institut Universitaire Européen de Fiesole- Florence (travaux de documentation et de bibliographie liés à la préparation d'une thèse de doctorat en droit public. Ces travaux de documentation ont été effectués sous la direction du professeur Giovanni Grottanelli di Santi, professeur ordinaire de droit constitutionnel à l'université de Sienne).

1992-1994 : Bourse d'excellence de l'université d'expression francophone UPELF-UREF et préparation d'une thèse de doctorat en droit public à la faculté de droit - université de Bordeaux IV Montesquieu, sous la direction du professeur Jean du Bois de Gaudusson, professeur de droit public à la Faculté de Droit de Bordeaux IV.

1994-1995 : Chargé de travaux dirigés vacataire à la Faculté de Droit- Université de Bordeaux IV- TD de droit constitutionnel, L.I.

1995 : Qualification par le CNU aux fonctions de maître de conférences en droit public, n° de qualification 9520232847 (17/02/1995)

1995-1996 : Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à la faculté de Droit Université Bordeaux IV- TD de droit constitutionnel, 1^{ère} année.

1997-2013 : Maître de Conférences en droit public (HDR). Faculté de Droit et de Science Politique - Université de La Rochelle.

3 novembre 1998 : Habilitation de Diriger des Recherches accordée sur l'ensemble des travaux de recherche publiés

2007 : Expérience ONG:

Conseiller juridique auprès de l'Organisation Internationale de Droit du Développement- Le Caire. Responsable scientifique du *Programme de Reconstruction du Conseil d'Etat Egyptien* :

2011. Participation aux travaux du Comité Constituant pour l'élaboration de la nouvelle constitution en Egypte suite aux événements du 25 janvier 2011.

1988-1991 expériences d'enseignement à l'étranger : Chargé de Cours de Théorie de l'Etat, de Droit constitutionnel et de contentieux administrative à la Faculté de Droit - Université du Caire- Egypte et à la Faculté de Droit -Université du Caire à Khartoum – au Soudan, 72 h, 1^{ère} année.

B. Enseignements dispensés à la Faculté de Droit- Université de La Rochelle depuis le recrutement en septembre 1997 ainsi qu'à la faculté de droit-université de Nantes en 2010 et à l'Institut Catholique des Etudes Supérieures de La Roche Sur Yon entre 2000 et 2005.

B.1. Licence Ière année.

- 1- Cours de **Droit constitutionnel, CM avec TD, L.I** , mis à jour après la réforme constitutionnelle du 23 juillet 2008
- 2- Cours d'**Institutions administratives françaises**, 32 heures : les fondements du droit, définir le Droit et déterminer la nature de ses règles, les sources du droit, la validité et la hiérarchie des normes, les différentes théories et écoles de l'interprétation, l'application dans le temps et dans l'espace de la règle de droit.
- 3- Cours d'**Introduction générale au droit- Théorie des normes**-24heures :
- 4- **Méthodologie juridique 1^{ère} année**, trois groupes de **Travaux dirigés** en méthodologie au premier semestre (durée de la séance 1h30) : différentes formes d'exercice méthodologique sont enseignés

B.2.L. IIe année

- 5- **Cours magistral de 32h, Droit des Institutions Européennes et Communautaires.** La coopération européenne en matière de droits de l'homme, le Conseil de l'Europe, l'Assemblée parlementaire, la Cour européenne des droit de l'homme et les incidences de sa jurisprudence sur l'évolution du droit national, l'Union Européenne et ses traités fondateurs, le rapport entre les normes nationales (constitutionnelles) et les normes communautaires, la position de la Cour de Justice de l'Union européenne et la position des juges nationaux à l'égard du principe de la primauté du droit communautaire; le fonctionnement et les compétences des institutions communautaires.

B.3. Licence IIIe année

6. Cours de **Libertés publiques et droits fondamentaux, CM + TD, 32 heures.**
Les fondements philosophiques des droits de l'homme, les sources de protection constitutionnelle des libertés fondamentales, les techniques et la portée de protection assurée par les juges administratif, judiciaire, constitutionnel et européen, le régime juridique de protection des libertés fondamentales selon le droit national et le droit européen : le droit à l'intégrité physique et la bioéthique, les libertés individuelles et ses limites, le droit à la vie privée et familiale, les libertés de l'esprit et ses limites en droit national et en droit européen. Cours mis à jour régulièrement suite à l'évolution constate de la législation française en matière de Bioéthique, de liberté individuelle et de droit des étrangers.
7. Cours de **Droit comparé, Licence III- 24 heures, CM** : la famille du droit romano germanique, la rationalité juridique dans un monde occidental postmoderne, les différences essentielles entre les système du droit occidentaux et la famille du droit musulman. Deux cultures juridiques et deux visions du monde : les différences entre droit positif laïcisé et droit musulman ; entre Etat politique et Etat religieux, théorie de l'Etat en Islam, la notion de hiérarchie des normes dans les systèmes juridiques occidentaux et la notion de hiérarchie de qualifications religieuses en droit musulman, les sources sacrées et dérivées du droit musulman, le raisonnement personnel du juge en droit musulman et le problème de l'interprétation en droit français. L'Islam et la question de la modernité : le statut de la femme en droit musulman, les chartes et déclarations islamiques des droits de l'homme, leur valeur et leur portée comparées aux déclarations des droits dans le monde occidentale, l'islam et la question de la laïcité dans les droits du monde arabe.
8. Cours de **Philosophie et Théorie du Droit – CM- L.III. 24 heures**

L'intérêt de la philosophie du droit au sein de trois niveaux du Savoir – technique, théorique et philosophique, le positivisme philosophique analytique et logique comme approche de la science juridique moderne, l'influence de Kant sur la théorie du droit, le conventionnalisme de Hume, le contrat de Rousseau. **Le relativisme moral et la démocratie, les théories du droit naturel, la philosophie des valeurs et la dimension axiologique du droit, les théories modernes de la justice, la justice chez Aristote et St.Thomas d'Aquin, le personnalisme chrétien et la notion de *Persona* comme fondement des droits humains. Différences avec l'individualisme des Lumières : la dimension horizontale de la *personne* et la relation à autrui, l'engagement de la liberté et la fonction sociale du droit. La réponse des personnalistes à la crise des années 30.**

B.3. Master I. Droit Public

9. Cours de ***Contentieux constitutionnel*** – CM, 24 heures

Les modèles de la justice constitutionnelle, européen (kelsénien) et américain, les auteurs de la saisine et le mécanisme du contrôle dans **cinq pays européens**, les compétences de la justice constitutionnelle dans un Etat fédéral, son rôle dans les Etats unitaires. De l'Etat légal à l'Etat de droit, la justice constitutionnelle et l'affirmation du principe de l'Etat de Droit, contentieux de droit fondamentaux et garanties des droits. le juge constitutionnel en tant que juge électoral, le contrôle de la constitutionnalité des normes européennes et internationales, le contrôle de constitutionnalité des lois ordinaire et des lois transposant des directives communautaires.

10. Cours ***de Protection internationale et européenne des droits de l'homme***, 24h.

Statut de l'individu en droit international public, les caractères du droit international des droits de l'homme, le système de protection des droits de l'homme dans le cadre de l'ONU : les deux pactes internationaux, les conventions internationales ratifiées au sein des Nations Unies en matière de droits de l'homme, la jurisprudence du comité des droits de l'homme et le droit de porter plainte. Le système européen de protection des droits de l'homme, les procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme, la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme en matière de libertés individuelles, de libertés d'opinion, d'expression et de Conscience, et de garanties de droits.

B.4. Cours à l'Ecole doctorale destiné aux doctorants en droit public et privé

11. Séminaire de 20 h intitulé «***Les grandes figures de la pensée juridique***» portant sur la pensée juridique d'un certain nombre des grandes figures

B. Responsabilités et activités individuelles et collectives

C.1. Charges et responsabilités Administratives.

- 1. Membre de Commission Recherche.**
- 2. Responsable d'année : Master 1 droit public, carrières publiques.**
- 3. Membre de commission de validation des diplômes étrangers**
- 4. Membre de la Commission pédagogique**

5. Membre du Comité électoral de l'université de La Rochelle (contrôle de régularité des opérations électorales au sein de l'université).

6. Membre du Comité d'évaluation de la formation Master I de la faculté de droit pour Master Droit public – carrière publique (selon les critères retenus par l'*AERES*).

7. Président du jury de Baccalauréat en Charente Maritime.

8. Missions de collaboration avec le Service Culturel de l'Université de La Rochelle pour organiser des Tables Rondes sur le rôle culturel de l'Université dans le cadre local.

C.2. Participation active aux responsabilités de recherche collective au sein de l'Université de la Rochelle.

1. Membre du LASAPE Laboratoire d'Analyses de l'Action Publique et de l'Europe, centre de recherche dirigé par Mme le professeur Hélène Gaudin- Faculté de Droit et de Science Politique -Université de La Rochelle, devenu **Institut Pierre Pescatore** et dirigé par le Professeur Joël Andrianstimazovina.

2. Missions scientifiques de documentation et de préparation de la bibliographie dans le cadre des projets portant sur « *Aspects constitutionnels et éthiques de la responsabilité en matière environnementale* » pour le projet « **Justice et environnement** ».

3. Participation au colloque « Droit constitutionnel et Droit communautaire, vers un respect réciproque ? » Sous la dir. de Mme le professeur Hélène Gaudin, les 6 et 7 mai 1999, **contribution au colloque intitulée** « *Primauté et Hiérarchie : deux concepts dépassés dans le rapport entre le droit constitutionnel et le droit communautaire* », Actes publiés, *Economica*, 2000, pp.141-146.

4. Participation au colloque « Quel droit constitutionnel européen ? », sous la direction de Mme le professeur Hélène Gaudin, **contribution au colloque intitulée** « *La notion de pouvoir constituant en droit constitutionnel européen* », 20 septembre 2009, communication publiée dans l'annuaire de droit européen, VOL.VI, 2008, paru en 2010, pp.34-59.

5. Participation avec le professeur Michel Golberg au groupe de réflexion sur « L'épistémologie des sciences » au sein de la Faculté des Sciences - Université de la Rochelle. Contribution portant sur « *Le positivisme scientifique et le rationalisme en sciences sociales : les limites de notre modernité* », Conférence à la Faculté des sciences - Université de La Rochelle, donnée le 27 novembre 2003.

6. Participation à la semaine Amphi Europe sur le *Traité établissant une constitution pour l'Europe*, 27 avril 2005, au sein de la Faculté de Droit et de Science Politique de La Rochelle, **conférence portant sur « La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne »**.

7. Participation à une journée d'Etudes sur « La protection des droits fondamentaux ». Conférence donnée dans le cadre de cette journée portant sur « *Les droits fondamentaux : une composante de la notion de Constitution* » - Le 19 novembre 1999, Faculté de Droit- Université de La Rochelle.

8. Participation au colloque des doctorants sur la Charte Sociale Européenne (50^e anniversaire des droits sociaux), Faculté de Droit-Université de La Rochelle , **Présidence de la séance du 10 juin 2011.**

9. Participation à la journée d'Etude sur l'office du juge, communication sur la motivation des décisions du Conseil constitutionnel, 19 Novembre 2010.

C.2. Responsabilités pédagogiques:

1. **Activités d'encadrement et de direction des travaux : memoirs et rapports de stages effectués par les étudiants de MASTER I et de L 3**
2. **Droit Public général, Master I: directeur des mémoires** portant sur des thèmes variés relatifs à la philosophie du droit, au droit constitutionnel et au droit européen des droits de l'homme

4. Réalisation des documents pédagogiques à l'usage des étudiants de la Licence :

a. A l'usage des étudiants de 1^{ère} année : un document de travail contenant les dates et les événements importants dans les cycles de l'histoire constitutionnelle française entre 1789 et 1958.

b. Elaboration des dossiers de TD : en droit constitutionnel L.1 (1^{er} et second semestres-20 séances), en Contentieux administratif, L.3 (10 séances) ; et en Libertés publiques et droits fondamentaux L.3 (10 séances)

c. Elaboration d'un document explicatif de la méthodologie de commentaire d'arrêt et de la dissertation à l'usage des étudiants de L.3 (Contentieux administratif et Libertés publiques).

d. Elaboration d'un document de recensement des décisions du Conseil Constitutionnel relatives aux droits et libertés rendues au cours de l'année 2009 à la disposition des étudiants de L.III inscrits au cours Libertés publiques et droits fondamentaux.

D. Participation au Jury des diplômes et direction de recherches à la faculté de droit de La Rochelle :

1. **Membre de jury de thèse de doctorat :**
2. **Direction de thèse de Doctorat en droit public :**
3. **Membre du Comité de Spécialistes** entre 1999 et 2009 et actuellement comité de sélection.
4. **Membre de jury de mémoires** de DEA et de M.II
5. **Suivi des travaux de recherche documentaire et de bibliographie des thèses de doctorat en droit public comparé** en cours de préparation par des chercheurs étrangers dans le cadre d'une convention entre le Bureau Culturel de l'Ambassade d'Egypte à Paris et l'Université de La Rochelle.

III. Travaux de Recherche, ouvrages, articles, publications postérieurs à la thèse

(A) Publications en théorie constitutionnelle, droit constitutionnel institutionnel et normatif (rapport de normes et de systèmes)

(1) «La loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 Août 1995, portant extension du champ d'application du référendum et l'équilibre des institutions ». Article publié

sous le titre, « **Souveraineté populaire et souveraineté parlementaire** », *Revue politique et parlementaire*, **Juillet – Septembre 1996**, n°98, pp. 25-38. Article publié dans un dossier, choisi par la rédaction : « **Souveraineté populaire et souveraineté parlementaire** ».

(2) « **Rapport entre droit constitutionnel et droit communautaire, le dépassement de la logique kelsénienne de la hiérarchie des normes** », in *Droit constitutionnel et Droit communautaire, vers un respect réciproque* », sous la direction de Madame la professeur Hélène Gaudin, *Economica*, **2001**, pp.140-146. Suite de la même question « **Le considérant 13 de la décision du Conseil constitutionnel portant sur le traité établissant une constitution pour l'Europe du 19 novembre 2004, face à son interprétation doctrinale**», in *Revue de la Recherche Juridique*, n°XXX-109, 30^e année, 2005-3, pp.1425-1435 ; « **Le transfert des valeurs nationales à l'Union européenne, ou l'exigence d'homogénéité constitutionnelle** » ? *Annuaire de droit européen*, numéro de juin 2004, vol. II, pp.148-172.

(3) « **La portée normative de la loi dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel- Eléments pour une théorie de l'acte législatif**», *Revue française de droit administratif*, **2005-5**, pp.930-935, l'intégralité de cette étude a paru dans la revue de la *Recherche Juridique- Droit prospectif*, 2005-4.

(4) **Le Conseil constitutionnel et la modulation dans le temps de la décision d'inconstitutionnalité**. A propos du considérant 24 de la décision n°2005-528 du 15 décembre 2005, *Loi de financement de la sécurité sociale pour 2006*, *Revue de la Recherche Juridique- Droit prospectif*, **juillet 2007-2**.

(5) *La question du pouvoir constituant en droit constitutionnel européen*, *Annuaire de droit européen*, **décembre 2010**.

(6) *L'insuffisance de motivation des décisions du Conseil constitutionnel*, *AJDA*, **9 mai 2011**.

(7) « **La transition constitutionnelle en Egypte : l'apport de la pratique constitutionnelle à la théorie de la constitution** », *Politeia*, Les Cahiers de l'Association Française des Auditeurs de l'Académie international de Droit constitutionnel, 2011, numéro 20, pp. 53-79.

(8) **La QPC , 10 ans après : le rôle du Conseil constitutionnel dans la lutte contre le terrorisme** : communication au colloque de la faculté de droit de la Rochelle du 7 mars 2019 - article en cours de publication dans la revue *Politeia*, Les Cahiers de l'Association Française des Auditeurs de l'Académie international de Droit constitutionnel

(8) **Analyses et commentaires des travaux du constituant de 2013 pour la préparation de la constitution de 2014. 25 articles Publiés entre 2013 et 2014 dans plusieurs journaux spécialisés égyptiens**. Ces commentaires comportent une analyse du régime constitutionnel établi par la nouvelle constitution en vigueur.

(B) Publications en droit constitutionnel et européen des droits fondamentaux.

1. Ouvrage : Pouvoir de révision constitutionnelle et droits fondamentaux- Etude des fondements épistémologiques, constitutionnels et européens de la limite matérielle du pouvoir constituant dérivé. Presses Universitaires de Rennes, coll. L'univers des normes, 2005, 333 pages.

2. « **A la fin de ce siècle, les droits des pauvres sont-ils toujours des pauvres droits ?** » Note sous la décision du Conseil constitutionnel du 29 Juillet 1998 relative à la loi contre les exclusions, Recueil Dalloz, N° 19 du 13 Mai 1999, pp. 269-274.

3. « **Les limitations aux droits de l'homme** », *Dictionnaire des droits de l'homme*, sous la direction du Professeur Stéphane Rials, ouvrage collectif, PUF, 2008, 656-662. Le **contrôle de proportionnalité exercé par le Conseil constitutionnel sur les limites aux droits et libertés** a fait l'objet de la première partie de cette étude (Référence aux décisions récentes en la matière) et **celui de la Cour de Strasbourg** a fait l'objet de la 2^e partie.

(4) La première application de la QPC : commentaire de la décision n° 2010-1 du 28 juin 2010, RPP, juillet- août, 2010, pp.142-155.

(5) « Le juge, la femme et l'apostat », article portant sur les restrictions religieuses à la liberté de la recherche en sciences sociales en droit égyptien, *Libération*, 10 juillet 1995. Commentaire d'arrêt de la Cour d'appel du Caire, 14 Juin 1995 (1^{ère} Chambre civile). : établissant le divorce forcé (sans demande des intéressés) entre un professeur d'université et son épouse en raison de « *l'apostasie exprimée par le professeur dans ses travaux de recherche pour l'agrégation* ». Deux questions traitées : le problème de l'absence d'un intérêt à agir en justice pour un collectif d'avocats intégristes qui a déposé la requête contre les volontés respectives des intéressés (les deux époux), le problème de la restriction à l'exercice de la liberté de la recherche en sciences sociales et la sanction du juge judiciaire en matière civile. L'arrêt de la Cour d'appel a été confirmé par un arrêt rendu par la Cour de Cassation égyptienne en 1996, ce qui a conduit le professeur en question à quitter l'Egypte définitivement pour l'Europe.

(C) Publications en contentieux administratif.

1. « **L'écran de la loi et la figure de la constitution- Réflexion sur les moyens inopérants tirés de la contrariété d'une décision administrative à la constitution** », Dalloz, le 12 juin 1997, p.287 et s.
2. **Commentaire d'arrêt du Conseil d'Etat du 29 septembre 1995, Greenpeace contre le Président de la République, RDP, 1996, n° 4, pp. 1162 -1170**
3. « **Le principe du contradictoire dans la procédure administrative contentieuse et l'exigence de procès équitable** », Les Petites Affiches, 2 Octobre 1996, note portant sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme *Lobo Machado c./Portugal* du 20 février 1996 et l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 avril 1996, *Syndicat d'avocats de France*, p.14.
4. « **Le rôle des juridictions constitutionnelle et administrative dans le processus de transition constitutionnelle en Egypte** »- En cours de préparation.

(D) Publications en théorie et philosophie du droit:

1. « **La théorie du droit et le problème de la scientificité - Quelques réflexions sur le mythe de l'objectivité de la théorie positiviste** », Archives de philosophie du droit, n° 43, *L'immatériel*, 1999, pp.304-326. Une interrogation sur l'objectivité du positivisme juridique au regard des fondements épistémologiques du Cercle de Vienne.

2. «**Quelle théorie de la science juridique ? - Réflexions sur la présentation scientifique d'un droit public en mutation** » *RDP*, 2000- n°5, pp.1291-1327.
3. «**La théorie de la connaissance scientifique en droit et le procès de la métaphysique** », publié dans la revue *Archives de philosophie du droit*, juin 2002, Tome 46, 34 pages.
4. «**La description des normes en droit public au défi de la théorie de la connaissance**»- Article publié dans la *Revue de la Recherche Juridique*, 2002-2. 28 pages. Il examine le bien fondé du postulat de D. Hume, appelé abusivement la « *loi de Hume* », et la séparation radicale entre *sein* et *sollen*.
5. «**La crise de la pensée juridique moderne – Hommage à Michel Villey**», *Revue de la Recherche juridique - Droit Prospectif*, numéro d'octobre 2006-2, pp.1007-1025. Dans un colloque consacré à la pensée de Michel Villey à l'université de Paris II et organisé par le professeur François Terré, cette étude reprend les thèses de «Villey l'antimoderne »
6. «**De la complexité de détermination des valeurs fondatrices du droit - Suite humienne** », *Archives de philosophie du droit, Le juge et la Création du Droit*. n°50,2007, pp.371-392
7. «**Maritain et Kelsen, deux théories politiques de la démocratie et de l'Etat-Confrontation** », étude publiée dans le numéro 2008-3 de la *Revue de la Recherche juridique* -Aix en Provence, pp.1265-1296.
8. «**Du mythe de l'augustinisme politique de Carl Schmitt** », publié intégralement aux *Archives de Philosophie du Droit, Allemagne*, vol.98- 2012, pp.19-51 et en version plus courte *Cahiers de la Recherche sur Droits Fondamentaux*, 2011, n°9,pp.127-143.

E. 1. Travaux et publications en Droit Public Comparé en français :

- (1) **Les pouvoirs exceptionnels du Président de la République selon les articles 74 de la constitution égyptienne et 16 de la constitution française face au contrôle du juge administratif- Etude en droit public comparé.** Codirection : M. Jean Lamarque- professeur de droit public à l'Université Paris II et M. Yehya Al Gamal, professeur de droit public à la faculté de droit du Caire ; **thèse de doctorat en droit public soutenue le 24 décembre 1987 à la Faculté de Droit- Université du Caire, en français et en arabe**, et en présence du professeur J. Lamarque comme Président du Jury, publiée en Arabe (619 pages) « *Fondation de la connaissance juridique* » 1988, mention « *Très bien avec l'échange de la thèse entre les universités* » (maximum).
- (2) «**Droit constitutionnel français et droit constitutionnel égyptien, analogie et différences** » - **Etude sur l'influence du droit français sur les juristes égyptiens francophones**, contribution aux actes du colloque sur *La création du droit en Afrique*, Centre d'études d'Afrique noire de l'université Bordeaux Montesquieu, sous la direction du Professeur Jean du Bois du Gaudusson, éd. Karthala, 1997, pp.333-348). L'influence du droit public français sur le droit public égyptien

- (3) **Compte rendu sur l'ouvrage : *Droit et société dans le monde arabe***, sous la direction de B. Dupret et J.N.Ferrié. Université d'Aix Marseille, 1997, publié dans le N° (43) de la revue *Archives de philosophie du droit*.

E. 2. Travaux et publications en Droit Public Comparé en langues étrangères.

1. ***Le principe de l'égalité devant les charges publiques comme fondement de la responsabilité sans faute en droit administratif comparé.*** Ouvrage d'étude comparée au droit administratif français. Ouvrage publié en arabe chez la Fondation de la connaissance juridique, Alexandrie, 1989, 149 pages.
2. ***Protection de la liberté contre la loi***, l'ouvrage pose la question de la distinction entre l'aménagement de la liberté (l'organisation de son exercice) et la possibilité de porter atteinte au contenu essentiel de la liberté 1989
3. ***La constitutionnalité des droits de l'homme***, ouvrage publié en 1992 avec le concours du centre des recherches des droits de l'homme au Caire, ***couronné par le prix du Conseil Supérieur de la Culture, des Arts et de la Littérature***, Egypte.
5. ***Le contrôle juridictionnel des actes administratifs en contentieux administratif égyptien***, manuel de contentieux administratif destiné aux étudiants de Licence III à la faculté de droit université du Caire, 1991 à Beni Soeuf et à Khartoum, Tome I, *Principe de la légalité et ses exceptions*, 230 pages.
6. ***La Constitutionnalité de la loi portant sur le recours devant les tribunaux d'exception en Egypte- l'exemple du tribunal de la sûreté de l'Etat en droit public égyptien***, *Maison du progrès Arabe*, 1991. Cet ouvrage de 105 pages porte d'une part sur le droit au recours juridictionnel contre les arrêtés d'internement administratif pris pendant l'état de siège toujours déclaré en Egypte, et d'autre part, sur la constitutionnalité des voies recours établis par la législation d'urgence et la position de la Haute Cour constitutionnelle égyptienne à cet égard.
7. ***Leçons de droit administratif égyptien, T.I. L'Autorité Administrative***, Manuel destiné aux étudiants de 2^e année en droit, 1989.
8. ***Principe de la légalité et Etat de droit***, Manuel de *Contentieux administratif* destiné aux étudiants de la faculté de droit 3^e année.
9. ***Le principe de l'égalité devant les charges publiques comme fondement de la responsabilité sans faute en droit administratif égyptien***- Ouvrage publié en arabe- Fondation de la Connaissance Juridique, Alexandrie, 1989, 149 pages.
10. ***« O Cristianismo e a origem inetelectual dos Direitos do Homem- Le Christianisme et l'origine intellectuelle des droits de l'homme »***, Revue *Direitos Humanos*, Portugal, numéro de janvier 2003, 22 pages.

F. Contributions aux colloques nationaux et internationaux et conférences universitaires et locales

- 1- **« Peut-on limiter le pouvoir de révision par la reconnaissance constitutionnelle des droits fondamentaux ?** (Communication au III^e Congrès des Constitutionnalistes à Dijon, les 13,14, et 15 juin 1996, Atelier « La révision constitutionnelle » présidé par le professeur J. WALINE.

- 2- « **L'Espérance : lorsque l'impensable devient vrai !** », actes du colloque international sur l'Espérance, Institut Catholique d'Etudes Supérieures de La Roche Sur Yon, éditions François-Xavier de Guibert, 2001.
- 3- « **La relativité des énoncés descriptifs et la controverse sur l'objet de la science juridique** », étude présentée dans le Congrès international des constitutionnalistes, Association française des constitutionnalistes, *Atelier controverse constitutionnelle*, juin 2002, (16 pages).
- 4- « **L'élargissement de l'Union européenne, un nouvel enjeu de culture et de civilisation** », in colloque « *Les Communautés et l'Union Européenne Face aux Défis de l'Élargissement* » - 17 et 18 octobre 2002, organisé les 17 et 18 octobre 2002 par le Centre d'Études de Droit Public de Besançon (CEDP) et la Commission pour l'Étude des Communautés Européennes (CEDECE) actes du colloque publiés dans *La documentation française*, 2005, p.539 et s.
- 5- « **Ordre constitutionnel et ordre axiologique - A la recherche d'un fondement du droit constitutionnel dans une civilisation occidentale postmoderne** », contribution au colloque organisé par le centre du droit public de la faculté de droit, Université d'Athènes portant sur le thème **Civilisations et droit public, Athènes -Grèce 17-19 avril 2003**. Actes publiés dans Esperia Publications Ltd, London, Bibliothèque de droit public européen, 2005, pp.297-317.
- 6- « **Les valeurs en tant qu'objet de connaissance dans un système juridique complexe** », Contribution au colloque « *Le complexe droit* » organisé par la Faculté de droit- université de Brest, le 24 Mars 2006. Actes publiés sous le titre **Droit et complexité- Pour une nouvelle intelligence du droit vivant**, Préface de Mireille Dalmas -Marty, dans la collection l'Univers des Normes, Presses universitaires de Rennes, 2007, pp.217-238.
- 7- **Immigration en droit positif français : le regard d'un immigré**, conférence dans le cadre de **l'association 1789** de la Rochelle, 12 avril 2006 (Association des universitaires rochelais): Conférence portant sur les différentes lois votées entre 2003 et 2006 en matière d'entrée et de séjour des étrangers en France.
- 8- **L'Etat musulman et le principe de la laïcité**, conférence dans le cadre de **l'association 1789 de La Rochelle**, le 3 février 2006 (Association des universitaires rochelais)
- 9- « **Les droits fondamentaux : une composante de la notion de Constitution** », Conférence donnée à la Faculté de droit Université de La Rochelle- Centre d'Etudes juridiques, novembre 1997.
- 10- « **Le droit au recours au juge administratif en France et en Egypte** » -Colloque international organisé par l'organisation internationale de droit du développement 5 mai 2007, Le Caire-Egypte.
- 11- « **Responsabilité morale et responsabilité juridique en matière d'environnement** » Contribution au colloque *Justice environnementale*, Faculté de droit de la Rochelle, novembre 2010.
- 12- Colloque à l'ambassade d'Egypte à Paris sur **la nouvelle constitution égyptienne de 2014**, le 7 décembre 2013. Ces travaux ont donné lieu à une publication : *L'évolution du régime politique en Egypte*, observatoire d'études géopolitiques, Paris V.

G. Adhésion à des organismes scientifiques

- a. Membre de l'Association Française de droit constitutionnel, Aix-en-Provence
- b. Membre de l'Association Française de Philosophie du Droit-Paris

H. Centre d'intérêt et autres activités

- Traduction de la jurisprudence du Conseil d'Etat français, du Conseil constitutionnel et de la Cour européenne des droits de l'homme dans le cadre du programme de reconstruction de la juridiction administrative égyptienne organisé par *OIDD (Organisation internationale de droit du développement)* .

-Ouvrage publié en arabe intitulé : *La transition constitutionnelle en Egypte à la lumière de la théorie constitutionnelle* - Fondation de la connaissance juridique-2012.

-22 articles de presse publiés en Egypte (en arabe) portant sur les différentes difficultés de la transition constitutionnelle et de la gouvernance depuis 25 janvier 2011 (les actes pré constituants, le projet de la nouvelle constitution et les traités relatifs aux droits de l'homme, le pluralisme juridique dans la nouvelle constitution, commentaires des décisions de la Haute Cour constitutionnelle et du Conseil d'Etat sur la dissolution des institutions créées pendant la période de transition).

- Littérature française classique, littérature étrangère, Philosophie

A La Rochelle, Le 7 juin 19

Wagdi Sabète